

Extraits du rapport au Ministre

(F. Nkundabagenzi, *RWANDA POLITIQUE 1958-1960*, pp.148-156)

Courier Africain du CRISP, Bruxelles, 5 février 1960

Le Gouvernement chargea une commission composée de trois membres (MM. Peigneux, Malengreux et Frédéricq) de lui faire rapport sur les événements de novembre et leurs rétroactes. Nous publions un extrait du rapport de la Commission.

Si les troubles généralisés ne commencèrent en réalité que le 3 novembre, nous devons faire mention, dans le présent rapport, de la date du 1er novembre; c'est à cette date, en effet, que se produisit l'incident qui devait, deux jours plus tard, déclencher l'insurrection.

On peut distinguer dans ces troubles deux phases bien distinctes. Il y eut d'une part une véritable révolution hutu qui prit son point de départ dans le Ndiza, en territoire de Gitarama et qui, partant de ce territoire, s'étendit rapidement vers le Nord et l'Ouest dans les territoires de Kisenyi, Ruhengeri et Kibuye et, d'autre part, une réaction tutsi, qui après s'être manifestée d'abord en territoire de Gitarama, se produisit ensuite dans le territoire de Nyanza, d'Astrida et de Kigali. Entre cette révolution et la réaction tutsi, sont venues s'insérer les opérations militaires et l'action administrative de la puissance tutélaire. Pour la clarté de l'exposé, nous avons cru préférable, dans ce second chapitre, de ne pas suivre strictement l'ordre chronologique, comme nous l'avons fait jusqu'à présent.

En effet, quoique des mesures militaires, prises dès le début des troubles, aient été d'une efficacité incontestable pour empêcher que les événements ne dégénèrent en un massacre généralisé ou en l'instauration d'un régime de terreur, et quoiqu'elles aient dès le début entravé et finalement fait échouer ce que certains ont appelé "la contre-révolution UNAR", nous avons préféré donner d'abord une vue d'ensemble des troubles eux-mêmes, et traiter séparément les opérations militaires encore que celles-ci se soient déroulées parallèlement.

D'autre part, les troubles eux-mêmes n'eurent pas le même caractère dans le nord et dans le sud du pays. Aussi en ferons-nous une analyse séparée, étant entendu cependant que les deux phases décrites ci-dessous se sont en partie déroulées simultanément.

Première phase: Révolution Hutu

Comme nous l'avons exposé dans le chapitre précédent [\[1\]](#), la situation n'avait cessé d'empirer au cours du mois d'octobre. Les partis politiques tenaient de nombreux conciliabules, et, le 31 octobre, on avait déjà signalé des rassemblements de hutu en territoire de Gitarama.

Le dimanche 1er novembre 1959, près de Byimana (territoire de Gitarama), région à forte prédominance hutu, un groupe de huit jeunes gens, non armés, attaqua un sous-chef, Dominique Mbonyumutwa, alors qu'il rentrait chez lui après la messe. M. Mbonyumutwa était un des rares sous-chefs hutu. Il était un des porte-parole du mouvement hutu et était extrêmement populaire parmi la population de sa région. Il se défendit et parvint à mettre ses agresseurs en fuite. Le bruit circula qu'il avait été blessé ou même tué. L'agression contre M. Mbonyumutwa souleva une forte émotion dans le Ndiza, où la population est hutu dans sa grande majorité. M. Mbonyumutwa avait déjà été l'objet des menaces de mort et, dans le courant d'octobre, la population avait fait une démarche auprès du chef local Gashagaza pour obtenir qu'il soit efficacement protégé.

Le même jour, le trésorier du Mouvement Social Hutu, Joseph Sibomana, était pris à partie et molesté, au centre commercial de Gitarama, par des "Swahili" (islamisés) généralement considérés comme les hommes de main de l'UNAR.

Le lendemain, 2 novembre, des Hutu allèrent manifester au quartier des "Swahili" à Gitarama; la bagarre fut évitée. Toutefois, ce même jour, une petite bananeraie et des caféiers appartenant au chef Haguma, du Marangara, peu aimé des leaders hutu, furent coupés. Le 3 novembre, le bruit ayant couru que D. Mbonyumutwa était mort, la population se rassemble autour de la maison du chef Gashagaza pour lui demander ce qu'était devenu le sous-chef hutu, estimant qu'il incombait au chef de veiller à sa protection. Il trouva un certain nombre de personnes autour et dans la maison du chef. La population semble s'être imaginée qu'il s'agissait d'une réunion de sympathisants UNAR. Il semble aussi que l'attitude du sous-chef Nkusi ait irrité la foule et qu'il ait dû se réfugier ensuite dans la maison du chef. Les Hutu, rassemblés devant la maison du chef demandèrent alors au chef de faire sortir les Tutsi de force de son habitation. Une bagarre éclata, au cours de laquelle le chef Gashagaza ne fut pas maltraité, mais deux des occupants de la maison, le sous-chef Katarabibwa et l'ancien sous-chef Matsiko, furent tués et plusieurs personnes blessées, dont le sous-chef Nkusi. Le chef lui-même fut ensuite conduit à la mission.

Le même jour, un incident analogue se produisait chez le sous-chef Ziruguru où se trouvaient également réunis quelques Tutsi. Les Hutu s'étant rassemblés autour de sa maison, le sous-chef les auraient menacés; il s'en suivit une bagarre au cours de laquelle le sous-chef et un de ses amis furent roués de coups et sa maison saccagée, cependant que sa femme et ses enfants étaient recueillis chez des voisins.

Dans la soirée du 3 ou la nuit du 3 eurent lieu dans le Ndiza les premiers incendies de cases tutsi par les hutu. Les troubles s'étendirent rapidement pour devenir une véritable jacquerie. Des bandes de Hutu armés, qui semblaient obéir à un mot d'ordre, parcoururent toute la région en déclarant qu'ils se révoltaient contre les Tutsi, les "Swahili" et l'UNAR; des habitations, des maisons de commerce, des cafés furent saccagés et incendiés, des plantations détruites, tandis que de nombreux barrages étaient établis sur les routes pour empêcher la circulation des véhicules automobiles des Tutsi. Il semble qu'il faudra attendre quelques jours avant que leur réaction se généralise.

Le 4 novembre, le sous-chef Ruhinguka était tué à son tour dans le Marangara. Généralement cependant, les Hutu ne s'en prenaient pas aux personnes, se contentant d'incendier et de piller tout ce qui appartenait aux Tutsi. Ceux qui ont été tués ou blessés l'ont été, semble-t-il, pour s'être disputés avec les incendiaires ou pour avoir tenté de protéger leurs biens en usant de la force.

Les incendies des cases tutsi, commencés au Ndiza et continués dans le Marangara, allaient se propager, dès le 3 novembre, en direction des chefferies avoisinantes: Le Rukoma, puis le Bumbogo à l'Est et le Kingogo à l'Ouest. Dans le Rukoma, les incendiaires furent rapidement arrêtés dans leur progression par les Tutsi qui avaient eu le temps d'organiser leur défense. Les incidents continuèrent cependant les jours suivants dans cette chefferie et dans celle du Bumbogo.

Ce fut cependant dans le nord du Ruanda que les destructions opérées par les Hutu furent les plus importantes; dans certaines chefferies, on peut dire que, pratiquement, aucune maison tutsi n'a été épargnée.

Le nord-ouest du Ruanda constituait en effet une région où, avons-nous dit, l'immigration tutsi était relativement récente. A certains endroits, avant l'occupation européenne, l'autorité du Mwami n'était

encore que nominale et se manifestait surtout lors d'expéditions destinées, entre autres, à faire rentrer les impôts. Les Tutsi y étaient encore considérés comme des intrus qui s'étaient appropriés le sol et continuaient à le faire; les méthodes employées par les Tutsi dans leur implantation - toujours en cours - étaient ressenties par la population hutu comme d'injustes spoliations. Les anciens habitants se rappelaient le temps où certaines terres, dont les Tutsi se réservaient l'usage, étaient encore propriété du clan hutu. La campagne d'intimidation de l'UNAR avait porté à un haut degré l'exaspération anti-tutsi, tout au moins chez certains leaders.

Mais prenons le récit des événements. En territoire de Kisenyi, sous l'instigation, semble-t-il, d'émissaires venus du Ndiza, les incendies des cases tutsi s'étaient répandus pendant toute la journée du 5 novembre dans l'est de la chefferie du Kingogo. Les incendiaires disaient agir au nom du Mwami, dont les ordres leur avaient été transmis par les gens du Ndiza. En effet, dès le début de la révolution hutu, les bruits suivants avaient circulé: les Tutsi retenaient le Mwami prisonnier et celui-ci avait donné l'ordre de brûler leurs cases; eu égard aux abus, le Mwami désirait que les Tutsi quittent le pays, ce qui devait être obtenu par la destruction de leurs maisons. Lorsque l'avion de reconnaissance militaire survola la région pour se rendre compte de l'extension des troubles, les gens disaient que le Mwami était dans l'avion et que le trajet de celui-ci indiquait la direction dans laquelle il fallait brûler. Quand, après la fin des troubles, le Mwami circula dans le pays, certains allèrent jusqu'à lui demander le salaire pour le travail qu'ils avaient effectué en brûlant les cases de ses ennemis! On prétendait également que l'Administration belge et la Force Publique approuvaient les incendies, et, en certains endroits, des Hutu se présentèrent chez l'Administrateur de territoire pour lui demander de l'essence! [n.d.l.r. Lire '[Extraits du rapport de l'UNAR sur les émeutes au Rwanda \(10 novembre 1959\)](#)' où le parti monarchiste UNAR accuse l'Administration tutélaire d'indifférence voire de complicité dans l'insurrection de novembre 1959] Les incendiaires se déplaçaient par petites bandes de 10 à 20 individus. En cours de route, en transmettant les soi-disant "ordres du Mwami", ils recrutaient d'autres incendiaires qui poursuivaient la progression quand les premiers, fatigués ou simplement enivrés par la bière recueillie dans les cases pillées, abandonnaient la partie pour rentrer chez eux. Parmi les incendiaires arrêtés, on en trouvait ainsi une majorité d'origine locale, une minorité venue des sous-chefferies voisines; aucun ou pratiquement aucun ne venait de plus loin. [n.d.l.r. Pour plus de détails sur les arrestations liées aux événements de novembre 1959, lire '[L'incident de Ndiza...](#)', les paragraphes 8 et 9] Les groupes d'incendiaires étaient parfois dirigés par des individus désignés sous le nom de "président", et munis de sifflets.

Et ainsi, jour après jour, les incendies se propageaient de colline en colline. Le 5 novembre encore, les incendies commençaient dans le Kanage et le Bushiru (autres chefferies du territoire de Kisenyi) et dans le sud du Kibali (territoire de Ruhengeri), tandis qu'ils étaient poursuivis systématiquement dans le Kingogo où le 6 au soir il n'y avait plus une seule hutte tutsi qui n'eût été incendiée. Il en sera de même le 7 au soir dans la chefferie de Kanage.

Le 6 également, les incendies se propagèrent en territoire de Ruhengeri dans la chefferie du Buberuka et dans certaines parties du Bukonya. Ce jour-là le sous-chef Nkundiye fut tué, en voulant défendre ses propriétés.

Le personnel du service territorial et les forces de gendarmerie essayèrent en vain d'arrêter le mouvement: c'était un véritable jeu de cache-cache avec les incendiaires. Ni les arrestations, ni les grenades pour la dispersion des bandes, ni les appels au calme ne suffisaient à rétablir l'ordre. En territoire de Ruhengeri, les Hutu semblaient bien décidés à n'épargner aucune habitation tutsi et à dégoûter les Tutsi à tout jamais de s'établir dans la région.

Si le processus général était le même, il y avait des différences de détail, aussi bien dans les réactions hutu envers les Tutsi que dans le caractère des troubles. Alors qu'en d'autres endroits, lorsqu'elle apprit que les incendies auxquels elle avait procédé n'avaient pas été ordonnés par le Mwami, la population hutu admit que les Tutsi sinistrés restent habiter le pays et, dans certains cas, les aida même à reconstruire leurs huttes, dans le Nord, la population s'opposa à ce que les Tutsi demeurent dans la région, et ne se déclara satisfaite que lorsque tous eurent été expulsés (il y a eu 6 à 7.000 réfugiés, dont la majorité se trouvent actuellement à Nyamata, dans le sud-est du pays).

Jusqu'au 6 novembre, l'action hutu n'avait pas dépassé la crête Congo-Nil, mais, ce jour-là, dans la soirée, un groupe d'environ 200 Bakiga, montagnards assez farouches et indisciplinés, habitant cette crête aux confins des chefferies du Kingogo et du Ndiza, déferla en territoire de Kibuye, mettant le feu, avec l'aide de la population locale, à toutes les habitations des Tutsi du nord de la chefferie du Bwishaza. Eu égard à l'absence de réaction, les incendiaires opéraient par petits groupes isolés de 3 à 6 hommes, munis d'allumettes et de pétrole (dont les autochtones font grande consommation pour leurs lampes) et semblaient beaucoup s'amuser. A l'aube du 7 novembre, les incendiaires arrivèrent aux environs de Rubengera, où toute la population (Hutu et Tutsi) apprenant leur approche, se replia sur la localité et se prépara à la défense, sous la direction du chef local. Pendant ce temps, les incendiaires de la haute et moyenne altitude continuaient à progresser vers la plaine, brûlant, parmi les cases abandonnées, celles qui leur semblaient appartenir aux Tutsi (il y eut de nombreuses erreurs; les incendiaires semblent avoir détruit principalement les cases dont l'aspect indiquait une certaine aisance chez leur propriétaire) et s'enivrant de bière trouvée sur place. Progressant en pleine euphorie, toujours par petits groupes, ils arrivèrent aux barrages derrière lesquels se trouvait la population locale armée et décidée à se défendre et à protéger ses biens. La population attendit les incendiaires, les attaqua, puis se lança à leur poursuite. Fatigués, ivres, chargés de butin, mal armés et dispersés en petits groupes, les Bakiga ne purent opposer qu'une résistance sporadique aux groupes armés (composés généralement d'une trentaine de personnes). Ce fut un véritable massacre. Il y eut au moins 58 tués, tous Bakiga (saut 3 ou 4 appartenant à la population locale, qui semblent avoir été pris pour des incendiaires et qui auraient donc été tués par erreur) [n.d.l.r. Lire '[Extraits du rapport de l'UNAR sur les émeutes au Rwanda \(10 novembre 1959\)](#)' où ce parti parle plutôt des membres de l'Aprosoma qui ont été punis par la population locale. Plus de cent morts et des centaines de blessés ont été dénombrés du côté des assaillants] .

Il est à remarquer que deux représentants de l'autorité territoriale se trouvaient dans la région avec quelques soldats. Ils ne purent empêcher le massacre et parvinrent tout au plus à mettre une trentaine d'incendiaires à l'abri. Ce n'est que le soir que l'ordre put être complètement rétabli.

Des événements analogues eurent lieu le même jour au nord de la chefferie de Budaha-Nyantango, également en territoire Kibuye, mais les incendiaires hutu, prolongeant en quelque sorte l'action de ceux du Kingogo, purent se retirer plus rapidement et il n'y eut que cinq morts connus. Après cela, l'ordre ne fut plus troublé en territoire de Kibuye.

C'est désormais en territoire de Ruhengeri et dans le nord du territoire de Kisenyi, que les incendies allaient se propager.

Le 7 novembre, les incendiaires opérèrent dans tout le Bukonya, ainsi que dans les chefferies du Rukoma, du du Bugarura, du Buberuka et du Ndorwa en territoire de Ruhengeri, d'où ils firent une incursion en territoire de Byumba.

En territoire de Kisenyi, toutes les cases tutsi du Kanage, avons-nous dit, furent la proie des flammes

et il faut y ajouter celles du Bushiru.

Le dimanche 8, l'ordre était rétabli en territoire de Kibuye, cependant un peloton de la Force Publique dut faire usage de ses armes pour disperser une bande d'incendiaires à Mabanza près de Rubengera; l'accrochage fit deux morts et deux blessés. La surexcitation de la population ne se calma pas immédiatement. Le lendemain 9 novembre, en effet, trois étrangers (un Tutsi et deux Hutu), de passage dans la sous-chefferie de Kabandana, y furent tués par des inconnus.

Le mouvement gagna l'extrême nord du pays. En territoire de Ruhengeri, ce fut le tour du Mulera, du Bukamba et du Rwankeri. Dans le Bukamba, le bruit ayant couru que le leader hutu Bicamumpaka avait été tué, la situation devint extrêmement tendue, et des barrages furent dressés sur les routes. C'est en promenant ce leader à travers les collines que l'administration parvint à calmer les esprits.

Le 8 novembre, en territoire de Kisenyi, les incendiaires apparurent là dans la région de Nyundo où les Tutsi organisèrent la défense. Des combats eurent lieu qui firent des morts et des blessés; on retrouvera six cadavres de Hutu, tués, semble-t-il, par un commando tutsi venu de Kisenyi.

D'une manière générale, dans la région à forte prédominance hutu, la réaction tutsi, comme nous le dirons encore ultérieurement, fut assez faible. Les Tutsi n'eurent d'autre solution que de se réfugier dans les missions et les centres européens d'où la plupart durent être évacués plus tard vers d'autres régions. En territoire de Kisenyi cependant, comme en territoire de Kibuye, il y eut une résistance organisée, là où les Tutsi se sentaient suffisamment forts et savaient pouvoir compter sur une partie importante de la population locale. A Kisenyi même, la population fut assez turbulente et la gendarmerie dut intervenir au centre commercial pour dégager les routes donnant accès au chef-lieu du territoire, notamment le dimanche 8 novembre, où, grâce au lancement de quelques grenades, l'ordre put être rétabli.

Le 9 novembre, le calme revint peu à peu dans le territoire de Kisenyi, comme il était revenu en territoire de Kibuye; fort peu de huttes étaient encore en flammes et, à partir du 10 l'ordre fut entièrement rétabli dans ce territoire où seul le Rwankeri, dans le Nord-Ouest, occupé par les Tutsi Bagogwe, avait été entièrement épargnés. Par contre, en territoire de Ruhengeri, les incendiaires hutu continuèrent leur action, malgré les efforts de l'administration et des patrouilles de gendarmerie. En territoire de Gitarama, à Musambira, une patrouille de la Force Publique dut, elle aussi, faire usage de ses armes pour repousser un groupe d'assaillants armés. Neuf de ceux-ci furent tués. Le lendemain, un incident semblable causa la mort de quatre assaillant à Mutara, dans le même territoire.

Le 10, les incendiaires gagnèrent le haut Mulera et le Rwankeri où il y eut quelques accrochages entre la population locale et les incendiaires qui abandonnèrent deux cadavres sur place. En territoire de Ruhengeri, les derniers incendies eurent lieu le 11 novembre et le 12, tout rentra dans l'ordre. Cependant, ce jour-là encore, à Shyira, à la limite du Bukonya, mais en territoire de Kisenyi, une patrouille de la Force Publique dut tirer, pour dégager une mission protestante où se trouvaient de nombreux réfugiés tutsi, et un assaillant fut tué.

En territoire de Kigali, les incendies et les pillages continuèrent jusqu'au 12. Le 11 novembre, à Rulindo, pour disperser leurs auteurs, la gendarmerie fit usage de ses armes: un incendiaire fut tué. Au matin du 12 au même endroit, les gendarmes durent tirer pour disperser une bande de plusieurs centaines d'incendiaires; on releva quatre blessés dont trois succombèrent par après.

Suite à cette révolution hutu qui s'était soldée par des morts, des blessés et des destructions matérielles, il fut procédé à de nombreuses arrestations suivies de condamnations, dont il n'est pas possible de connaître le nombre exact, l'action judiciaire n'étant pas encore terminée. Cependant, dans beaucoup de cas, il n'y a pas eu de suites judiciaires, en raison de la difficulté de déceler les coupables. [n.d.l.r. Pour plus de détails sur statistiques des arrestations et condamnations par ethnie, lire '[L'incident de Ndiza...](#)', les paragraphes 8 et 9]

Deuxième phase: la réaction tutsi

Très rapidement, surtout après le meurtre, en territoire de Gitarama, le 3 novembre, du sous-chef Katarabirwa et de l'ancien sous-chef Matsiko (dont nous avons déjà parlé) et celui le lendemain, dans le même territoire, du sous-chef Ruhinguka, certains leaders tutsi prirent des contre-mesures pour s'efforcer d'arrêter la révolte Hutu. [n.d.l.r. Lire '[L'incident de Ndiza...](#)', 2ème paragraphe où Filip Reyntjens signale que les Tutsi agirent comme si l'Administration belge était inexistante en essayant de rétablir l'ordre de façon autonome.]

Il semble que ce groupe de leaders ait eu l'intention à ce moment, de décapiter le mouvement hutu, et plus particulièrement le mouvement Aprosoma (de J. Gitera) en faisant disparaître ses dirigeants, soit en les arrêtant, soit en les assassinant.

On commença à exciter les esprits contre les "Aprosoma". Ce mot, étranger à la langue du pays, fut expliqué comme signifiant "ennemi du Mwami". Dans l'ancienne société ruandaise, cette expression avait une signification particulière: celui à qui elle s'adressait, était considéré comme véritable hors-la-loi. On a donc ressuscité une ancienne appellation à laquelle étaient attachées de terribles sanctions.

Les ordres venaient-ils de l'Ibwami? Il serait difficile de le dire avec certitude; les enquêtes en cours feront peut-être la lumière sur ce point.

Très rapidement, on assista à une véritable mobilisation; on battit les tambour, faisant résonner l'appel coutumier aux armes; les Twa circullèrent pour veiller à ce que les hommes portant des baudriers de feuilles de bananier, costume de guerre traditionnel, et munis de lances, de machettes, de serpettes, se rendent à Nyanza, où ils s'agglomérèrent, en attendant les instructions.

Il semble qu'à partir du 6 novembre, des instructions formelles furent donnée de mettre hors d'état de nuire les principaux "Aprosoma". Ceux-ci auraient été désignés nominativement. Parfois, des Twa, dont le chef était nommé Harelinka, reçurent pour instructions, soit d'exécuter telle personne déterminée, soit de le ramener à l'Ibwami, et, si elle résistait, de la tuer.

Dans d'autres cas, des émissaires quittaient Nyanza avec des instructions verbales leur commandant de ramener (ou de tuer) des personnes nommément désignées et leur permettant de faire appel aux autorités locales, pour que des troupes armées, levées sur place, puissent les aider à se saisir des "Aprosoma". Ces émissaires étaient parfois porteurs d'un billet indiquant simplement en termes généraux que l'autorité locale pouvait leur faire confiance et devait suivre leurs directives. Les chefs ou sous-chefs locaux, rassemblaient alors un grand nombre d'hommes en armes, et leur expliquer qu'ils devaient rechercher un "Aprosoma" (ennemi du Mwami); le groupe était généralement assez nombreux pour empêcher que la personne recherchée et ses amis puissent résister; car les membres de l'Aprosoma, conscients de la menace pesant sur eux, prenaient souvent précaution de se grouper avec leurs sympathisants ou leurs voisins. Ces opérations tutsi, effectuées sur une grande échelle,

entraînaient la levée des forces armées, composées parfois de plusieurs centaines de personnes et conduisaient à de véritables actions militaires.

Le premier meurtre fut commis dans la soirée du 6 novembre par un groupe, dirigé par le chef Twa Rwevu, qui assassina chez lui le leader hutu Secyugu, habitant à 1,5 km de Nyanza.

Le même jour et les jours suivants, furent assassinés, la plupart dans les conditions semblables, un certain nombre de personnes, leaders hutu ou considérées comme ayant des sympathies pour l'Aprosoma. On cite, entre autres, les noms de Nsokana, Habarugira, Barekeraho, Turizibwami, Gatabazi, Sebuzishi, Ntangombwa et Callixte Kabayisa, tous en territoire de Gitarama. On signale d'autres victimes en territoire de Nyanza, les 6 et 7 novembre, notamment dans la chefferie de Kabagari.

Le 8 novembre, les meurtres s' étendaient au territoire d'Astrida, où, jusqu'alors, l'Administration était parvenue à maintenir le calme. Le chef Twa Harelilnka reçut l'ordre d'arrêter ou d'assassiner Innocent Mukwiye Polepole, un commerçant aisé qui était membre du conseil de l'Aprosoma et qui avait été déjà menacé de mort le mois précédent. Le dimanche 8 novembre, au sortir de la messe, à la mission de Cyanika en territoire d'Astrida, Polepole fut assailli par une foule en parure de guerre et en armes qui déclarait qu'il devait être conduit à Nyanza car il était un Aprosoma ennemi du Mwami. On retrouva son cadavre à quelques kilomètres de la mission; le corps portait grand nombre de blessures. Les magasins et les maisons de Polepole avaient été pillés et détruits.

Le même jour, à 5 heures du matin, en territoire de Nyanza, deux autres hutu, MM Sindibona et Munyandekwe, moniteurs à Kirengeri en chefferie du Marangara étaient assassinés chez eux par une bande d'agresseurs armés, dont un fut abattu. D'autres meurtres furent signalés le même jour en chefferie de Kabagari.

Le 10 novembre, c'était le tour de Joseph Kanyaruka, secrétaire-trésorier de l'Aprosoma et parent de J. Gitera. J. Kanyaruka s'était enfui la veille avec sa famille, son bétail et son argent chez un parent, Elias Renzaho, habitant en Urundi près de la frontière du Ruanda, où il estimait être à l'abri des tueurs. Le 10 novembre, une bande armée de plusieurs centaines d'hommes venant du Ruanda pénétra en Urundi, et encercla la maison où s'était réfugiés J. Kanyaruka. Il semble que les assaillants avaient reçu pour mission d'arrêter ou de tuer Kanyaruka et de renvoyer son bétail au Ruanda, façon traditionnelle de punir les ennemis du Mwami. Il est intéressant de constater que ce meurtre se fit selon les règles coutumières, en ce sens que les participants à l'expédition, élevés dans la coutume, estimèrent avoir besoin d'un ordre pour agir, et cet ordre, dans leur esprit, devait venir de l'autorité politique locale. Il fut donné au nom du chef. Un sous-chef, sollicité d'arrêter Kanyaruka, refusa de le faire sans instructions écrites; un autre sous-chef participa à l'attaque. Lorsque l'ordre d'attaquer fut donné, une foule surexcitée se précipita sur Kanyaruka et l'assassina à coups de lances, ainsi que son parent, E. Renzaho; la maison de celui-ci fut pillée; les familles des deux victimes et leur bétail furent amenés au Ruanda chez des sous-chefs d'où ils furent d'ailleurs renvoyés rapidement en urundi.

Egalement en territoire d'Astrida, Dominique Gakuba subit le même sort, ainsi que d'autres encore dont l'identité n'a pu être communiquée.

Ce furent les derniers meurtres systématiques, la journée du 10 novembre étant marquée surtout par la défaite subie dans l'attaque de la colline de Save par les troupes armées pro-tutsi venues de divers

côtés pour s'en emparer.

En effet, nous avons dit déjà qu'en de nombreux endroits, des autorités locales firent procéder à des rassemblements de la population sous prétexte que les "Aprosoma" de Save allaient attaquer, et qu'il fallait prendre les armes pour se défendre. Ce fut le 10 novembre dans la matinée que commença, par le sud, l'attaque de la colline. Prévenu immédiatement, l'administrateur du territoire, avec l'aide de la Force Publique, refoula les assaillants jusqu'à leur point de départ en utilisant le mégaphone, mais aussi des grenades offensives.

L'usage du mégaphone fut décisif. En effet, les assaillants croyaient que le Mwami avait ordonné d'attaquer Save et de punir les "Aprosoma". Certains croyaient même que les "Aprosoma" retenaient le Mwami prisonnier à Save. Par des déclarations faites au mégaphone, l'administrateur put, non sans peine, les détromper et disperser les rassemblements. Il se rendit ensuite au nord de la colline, où de nouveaux assaillants avaient été signalés, puis à l'est, d'où venaient d'autres attaques. Toujours avec l'aide de la Force Publique et en utilisant le mégaphone, il put maintenir les assaillants, puis les refouler et les disperser, sans qu'il fût toujours possible de les empêcher de mettre le feu à quelques cases.

L'action contre la colline de Save, destinée à détruire le "nid" de l'Aprosoma et son leader Gitera, fut donc un échec. Elle est pourtant caractéristique des méthodes employées:

1. Propagande de faux bruits; les masses comme partout ailleurs, ont toujours cru agir au nom et sur ordre du Mwami.
2. Levée de troupes nombreuses (plusieurs milliers d'homme ont participé aux différentes attaques contre la colline). Il s'agit d'une véritable opération militaire, la colline devant être attaquée de différents côtés à la fois. Si l'attaque n'a pas réussi, c'est parce que les bandes venant de diverses directions sont arrivées sur place avec un certain décalage dans le temps, de sorte que les forces de l'ordre ont pu les refouler et les disperser successivement.

Il convient de remarquer qu'après avoir appris qu'il avait été fait un usage abusif du nom du Mwami, la foule exprima son mécontentement aux sous-chefs pour l'avoir rassemblée sous des prétextes mensongers. De même, les pillards rapportèrent et continuèrent pendant longtemps par après à rapporter les objets volés, puisqu'il était établi que le Mwami n'avait pas ordonné le pillage.

Il ne semble pas que l'action de la Force Publique ait causé des blessures graves parmi les assaillants de la colline de Save.

Il y eut, après le retrait des autorités belges, quelques huttes tutsi brûlées par des Hutu. Mais ce qui fut plus grave, ce fut le massacre par des Hutu de six Tutsi occupant une maison sur la colline de Save. Déjà, le 9 novembre, alors que la tension montait, des Hutu avaient tâché d'incendier cette maison. Le 10, alors que l'attaque de la colline de Save venait d'être repoussée, la foule excitée se rassembla à nouveau autour de cette habitation. Des pierres furent lancées et des coups portés. Deux Hutu ayant été blessés, la foule hutu massacra tous les occupants mâles de la maison, les nommés Nyagatare, Sehunyuzza, Gakwinzira, Minega, Jabo et Rurangirwa. Au cours de cette opération se produisit le seul cas de mutilation qui nous ait été signalé: une des victimes, le nommé Jabo, eut la main coupée.

La réaction des leaders tutsi traditionalistes se manifesta aussi par l'arrestation de certaines personnes considérées comme membres de l'Aprosoma et, par conséquent, ennemies du Mwami et de l'ordre

établi. De nombreuses personnes furent ainsi amenées de force à Nyanza pour y être interrogées sur leur appartenance à l'Aprosoma. Certaines furent retenues plus longtemps, d'autres furent relâchées immédiatement sur ordre du Mwami. Les ordres d'arrestation émanaient pour la plupart, semble-t-il, de l'Ibwami ou des cadres locaux traditionnels, ceux-ci agissant souvent de leur propre initiative, et parfois, sous prétexte de protéger la personne arrêtée contre la vindicte publique. Il faut ajouter, qu'arrêtés par des "anti-Aprosoma", certains demandaient à être menés devant le Mwami pour prouver qu'ils n'étaient pas ses ennemis, et que certains y allaient de leur propres initiatives pour y trouver protection.

Les prisonniers amenés à Nyanza chez le Mwami y subissaient généralement un interrogatoire, accompagné ou non de brutalités et de menaces de mort. [n.d.l.r. Lire '[L'incident de Ndiza...](#)', note 18 où Filip Reyntjens cite J.-R. Hubert dont l'opinion sur le rôle du Mwami est sans équivoque. Pour J.-R. Hubert, le Mwami aurait aussi dû être poursuivi en justice pour arrestation arbitraire et tortures corporelles.] Il semble que ces interrogatoires avaient pour but, entre autres, d'établir si l'Aprosoma avait reçu des fonds de l'Autorité belge. A la fin de l'interrogatoire, les personnes interrogées signaient généralement une déclaration contenant l'affirmation qu'elles n'étaient pas un ennemi du Mwami. Certaines ont déclaré ne pas savoir ce qu'elles avaient signé.

Le 8 novembre l'Administration belge parvint à faire remettre en liberté une vingtaine de personnes détenues arbitrairement à Nyanza.

Les "traditionalistes", en réaction contre la révolution hutu, eurent d'autres activités encore.

De nombreux barrages routiers furent établis, principalement en territoire de Nyanza, sous prétexte, disaient-ils, de protéger le Mwami, plus souvent en réalité pour paralyser les mouvements de l'Administration tutélaire; c'est ainsi que le 10 novembre, la voiture du Vice-gouverneur général fut prise en embuscade à 20 km de Nyanza. Le même jour, au début de l'après-midi, un groupe d'hommes armés a essayé de pénétrer dans l'hôpital de Nyanza.

Il y eut aussi des représailles contre des notables tutsi, qui n'avaient plus la confiance des dirigeants du pays. C'est ainsi qu'en territoire d'Astrida, lors de l'attaque contre la colline de Save, les assaillants brûlèrent en chemin les habitations des tutsi, qui avaient signé l'accusé de réception de la circulaire du 12 octobre 1959 du Vice-gouverneur général, relative à la participation des chefs et sous-chefs à l'activité des partis politiques; le bruit avait circulé que ce papier constituait un acte de vente du Ruanda et que ceux qui le signaient aliénaient le pays.

La répression organisée par les leaders tutsi fut rapidement enrayée, grâce à l'action militaire entreprise par le Gouvernement; mais elle avait déjà partiellement atteint son but, puisque plusieurs notables hutu avaient été assassinés.

Aussi rapidement que possible, des renforts de gendarmerie furent envoyés dans les régions les plus menacées, principalement là où les bandes adverses ne cessaient de s'attaquer mutuellement. Les patrouilles de la Force Publique durent intervenir à plusieurs reprises pour séparer les combattants ou arrêter l'action des incendiaires et des pillards. Plusieurs fois, elles durent utiliser leurs armes.

Le 6 novembre déjà, sur la route de Nyanza à Astrida, une patrouille fut obligée d'ouvrir le feu pour repousser l'attaque d'une centaine d'hommes armés qui, malgré les sommations d'usage, avaient refusé de dégager la route et s'étaient attaqués à un militaire. Il y eut un mort et plusieurs blessés.

Le 10 novembre qui, avec l'attaque de la colline de Save, constitue en quelque sorte la date culminante de l'action tutsi, il y eut plusieurs incidents d'armes. C'est ainsi qu'à Kaduha, en chefferie de Bunyambiriri du territoire de Nyanza, la gendarmerie dut intervenir pour disperser une bande de plusieurs centaines d'hommes, qui s'apprêtaient à piller le centre de négoce. Après avoir essayé, sans effet, de multiples sommations et des grenades lacrymogènes et O.F., les soldats ouvrirent le feu faisant sept morts et une trentaine de blessés. Le même jour, à Kayenzi, également en territoire de Nyanza, la gendarmerie dut faire usage de ses armes pour arrêter des incendiaires qui refusent d'obéir aux sommations; il y eut deux morts et deux blessés.

Ajoutons, pour être complets, que le lendemain, à Save, une patrouille qui procédait à des arrestations, fut attaquée par des guerriers twa, dont un fut blessé et mourut par après à l'hôpital.

La réaction tutsi avait duré environ une semaine et elle fut violente. Elle s'était manifestée tout d'abord en territoire de Gitarama, spécialement autour de centres de Gacurabwenge, Kayenzi, Rutobge et la mission de Byimana. Si les premières réactions semblent avoir été spontanées, il apparut très rapidement que les "contre-révolutionnaires" obéissaient à des mots d'ordre.

Les leaders tutsi ont agi comme si l'Administration belge était inexistante. Ils prirent le pouvoir et rétablirent l'ancien droit de vie et de mort. Ils semblent avoir voulu, une nouvelle fois, mettre l'administration devant le fait accompli, en assurant eux-mêmes la répression du soulèvement et le liquidation par la force de leurs opposants. [n.d.l.r. L'autre fait accompli dont parlent les auteurs est très vraisemblablement l'imposition de Jean Baptiste Ndahindurwa par un groupe de Biru au Gouverneur Harroy lors des funérailles de Mutara III Rudahigwa le 28 juillet 1959. Pour plus de détails, lire '[La mort de Mutara III et l'avènement de Kigeli V.](#)', de A. Maus.] Ce n'est qu'à partir du 9 novembre, que les leaders tutsi semblent s'être sérieusement rendu compte que l'autorité tutélaire était décidée à faire respecter l'ordre et la légalité et qu'elle n'hésiterait pas à frapper les responsables, fussent-ils haut placés.

Rapport de MM. PEIGNEUX, MALENGREAU et FREDERICQ au Ministre, janvier 1960, chap. II.